	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

**En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale**

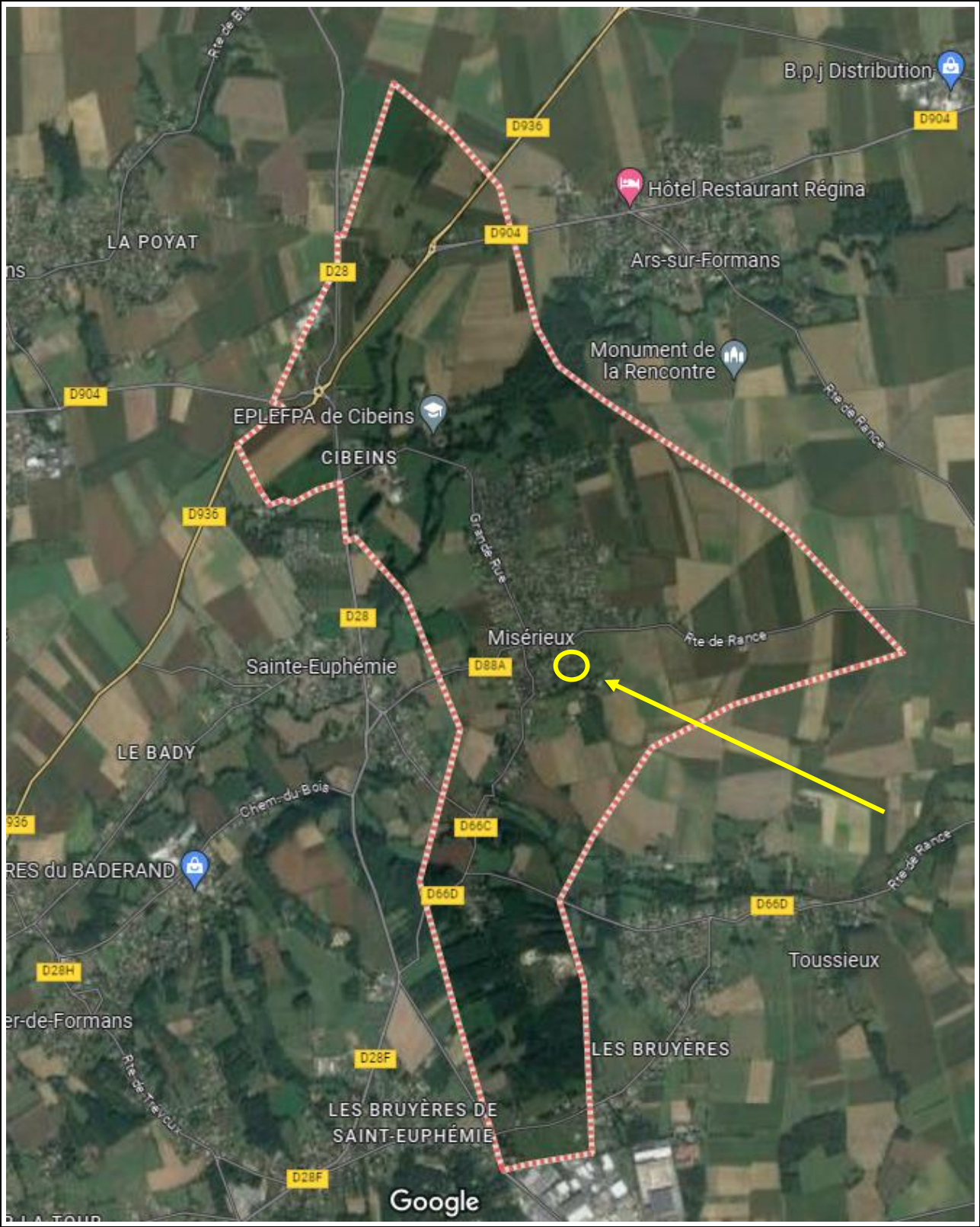
*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

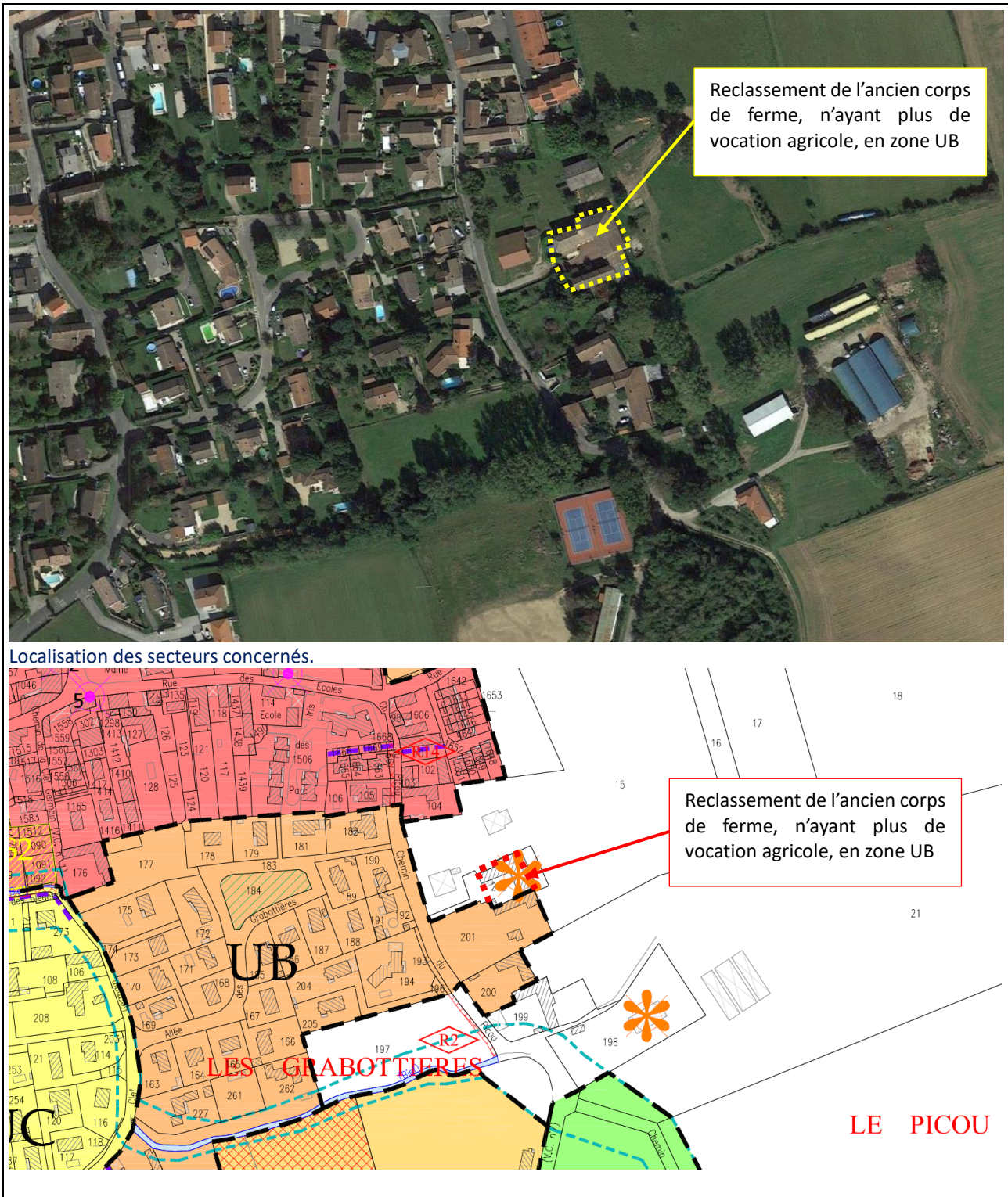
Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Mairie de Misérieux
SIRET/SIREN
SIRET : 21010250500018
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie Place Danielle Comtet - 01 600 MISERIEUX  Téléphone : 04 74 00 09 92 E-mail: mairie@miserieux.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
AUMONIER Gabriel, Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
PIEGTS Véronique, urbaniste chez REALITES Urbanisme et Aménagement

Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Mme PIEGTS Véronique Bureau d'études Réalités 24 rue Georges Plasse 42300 ROANNE Tél. : 06 99 41 88 47 Mail : veronique.piegts@realites-be.fr
<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(ii))</b>
Plan Local d'Urbanisme
<b>2.2 Intitulé du document</b>
PLU de la commune de Misérieux.
<b>2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document</b>
PLU approuvé le 10 février 2016 <a href="https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=4.811476096999999&amp;lat=45.97396535600001&amp;zoom=13&amp;mlon=4.829092&amp;mlat=45.975373">https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=4.811476096999999&amp;lat=45.97396535600001&amp;zoom=13&amp;mlon=4.829092&amp;mlat=45.975373</a>
<b>2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU</b>
Commune de Misérieux (01)
<b>2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)</b>
La procédure de révision avec examen conjoint concerne un point : - Reclassement en zone UB d'un ancien corps de ferme. Le reclassement représente une superficie de l'ordre de 910 m <sup>2</sup> .







3. Contexte de la planification
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<div style="display: flex; align-items: center;"> <input checked="" type="checkbox"/> Oui         <input type="checkbox"/> Non       </div>

Si oui, nom du document et date d'approbation :
Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes adopté par le Conseil Régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCOT « Val Saône Dombes » qui a été approuvé en juillet 2006. Il a fait l'objet de plusieurs modifications : une modification approuvée le 10 février 2010 et la seconde approuvée le 28 mars 2013. La révision du SCOT a été prescrite par délibération du 2 Juillet 2014. Le SCOT révisé a été approuvé le 20 février 2020.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
Misérieux appartient à la Communauté de Communes Dombes Saône Vallée, qui est en train d'élaborer son PCAET.

<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Modification simplifiée approuvée le 21 juillet 2016 portant sur la mise à jour des emplacements réservés ;</li> <li>- Révision avec examen conjoint approuvée le 24 mai 2018 portant la création de deux STECAL afin de permettre l'évolution de l'Ecole de Chiens Guides d'Aveugles de Lyon et du Centre Est ;</li> </ul>

## Annexe II

- Modification simplifiée approuvée le 18 mai 2021 portant sur la correction de la définition du coefficient d'emprise au sol.

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

- Modification simplifiée approuvée le 21 juillet 2016
- Révision avec examen conjoint approuvée le 24 mai 2018 – Décision n°2017-ARA-DUPP-00467
- Modification approuvée le 18 mai 2021– Décision n°2020-ARA-KKU-2037

### 4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

#### 4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Il s'agit d'une révision avec examen conjoint au titre des articles L.153-31, L.153-34 et R.153-12 du Code de l'Urbanisme.

#### 4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

1 979 habitants en 2020.

#### 4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	747,5 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	80,72	10,8%	80,81	10,82%
zones 1 AU	/	/	/	/
zones 2 AU	/	/	/	/
zones A	483,28	64,7%	483,19	64,68%
zones N	183,5	24,5%	183,5	23,6%
Total	747,5	100%	747,5	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

*Le PLU approuvé en 2016 prévoyait de travailler dans les enveloppes existantes et de conserver des coupures d'urbanisation entre chaque secteur. Il n'est donc pas envisagé d'extensions urbaines à court ou moyen terme. L'objectif est d'améliorer la densité bâtie (environ 10 logements à l'hectare au cours de la décennie précédente) en se donnant un objectif minimum de 15 logements à l'hectare pour la décennie suivante.*

Objectifs du PADD :

**AXE 1 : UN DEVELOPPEMENT MAÎTRISÉ, EN COHERENCE AVEC LES OBJECTIFS SUPRA COMMUNAUX**

UN OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT RAISONNÉ



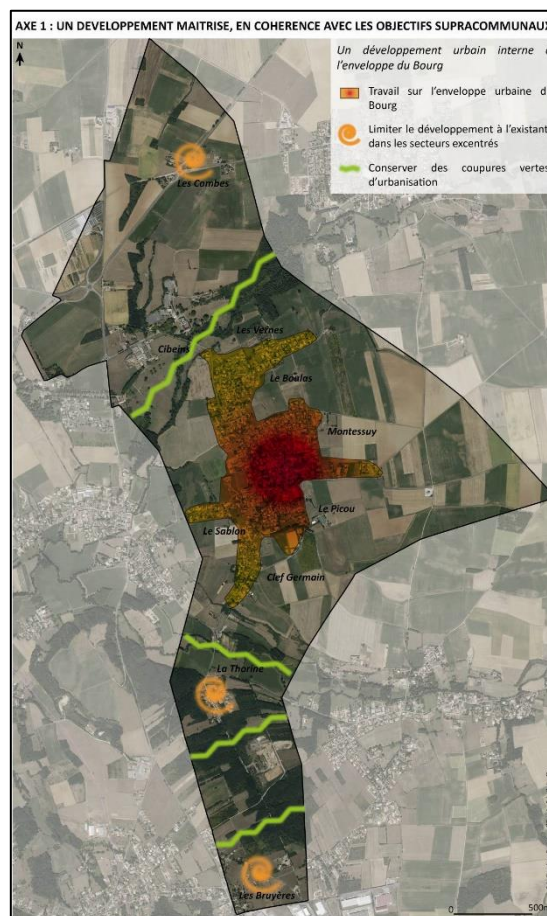
Afin d'atteindre cet objectif, l'enveloppe de constructibilité est de 56 logements sur la période 2009-2016. Au-delà de 2016, la commune envisage la possibilité de réaliser environ 7 logements par an en moyenne.

### UN DEVELOPPEMENT INTERNE A L'ENVELOPPE BATIE EXISTANTE ET SANS EXTENSION URBAINE

- En travaillant sur l'enveloppe urbaine du Bourg
- En permettant seulement l'aménagement de l'existant dans les hameaux

### UNE DIVERSIFICATION DE L'OFFRE EN LOGEMENTS AFIN DE FAVORISER UNE MIXITE SOCIALE ET GENERATIONNELLE

- En offrant des logements de formes et de typologies diversifiées (logements groupés, petits collectifs...) et des tailles de logements correspondant aux demandes mises en lumière par le PLH, des T2-T3.
- En diversifiant les possibilités d'accession (Le PLH octroie une enveloppe d'au minimum 22 logements sociaux à réaliser sur la période du PLH)



## AXE 2 – INSCRIRE LA COMMUNE DANS UN FONCTIONNEMENT INTERCOMMUNAL ET RENDRE AU BOURG SON ROLE DE CENTRE NEURALGIQUE

### INSCRIRE MISERIEUX DANS UNE LOGIQUE TERRITORIALE D'AMELIORATION DES DEPLACEMENTS

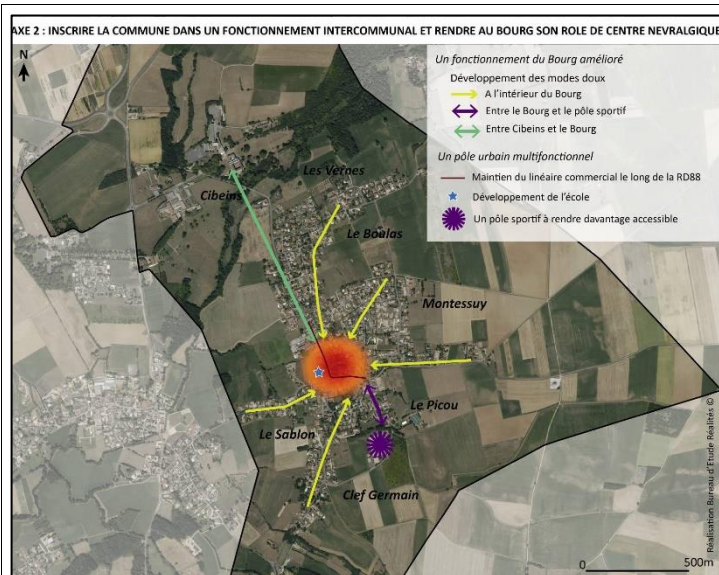
- En favorisant les transports collectifs (*La ligne tram-train « Lyon Trévoux », une offre adaptée en transport collectif*)
- En développant les modes doux de déplacement (*Modes doux : Vélo, Cheminements piétonniers*)

### UN FONCTIONNEMENT DU BOURG AMELIORE PAR UNE REFLEXION SUR LES DEPLACEMENTS INTERNES

- En développant les modes doux de déplacement (*à l'intérieur du bourg, entre le pôle de loisirs et les secteurs d'habitat, entre le bourg et le Lycée de Cibens*)
- En prenant systématiquement en compte la problématique du stationnement dans les projets

### UN POLE URBAIN MULTIFONCTIONNEL

- En maintenant et en renforçant l'appareil commercial de proximité
- En développant des services et des équipements



### AXE 3 - PRESERVER LES ACTIVITES ECONOMIQUES PRESENTES SUR LE TERRITOIRE AFIN DE MAINTENIR L'EMPLOI

#### UNE VOCATION AGRICOLE RECONNUE

- En préservant les terres agricoles et les exploitations
- En développant des activités en lien avec l'agriculture

#### DES ACTIVITES ECONOMIQUES EXISTANTES A MAINTENIR

- En préservant la fonction commerciale du bourg de Misérieux
- En maintenant le tissu d'entreprises artisanales existant

### AXE 4 - PRESERVER UN ENVIRONNEMENT NATUREL ET BATI DE QUALITE, VERITABLE ATOUT TOURISTIQUE

#### LES ESPACES NATURELS PRESENTANT UNE GRANDE VALEUR PAYSAGERE ET ENVIRONNEMENTALE SONT A PROTEGER

- En préservant les cours d'eau et zones humides
- En protégeant les boisements

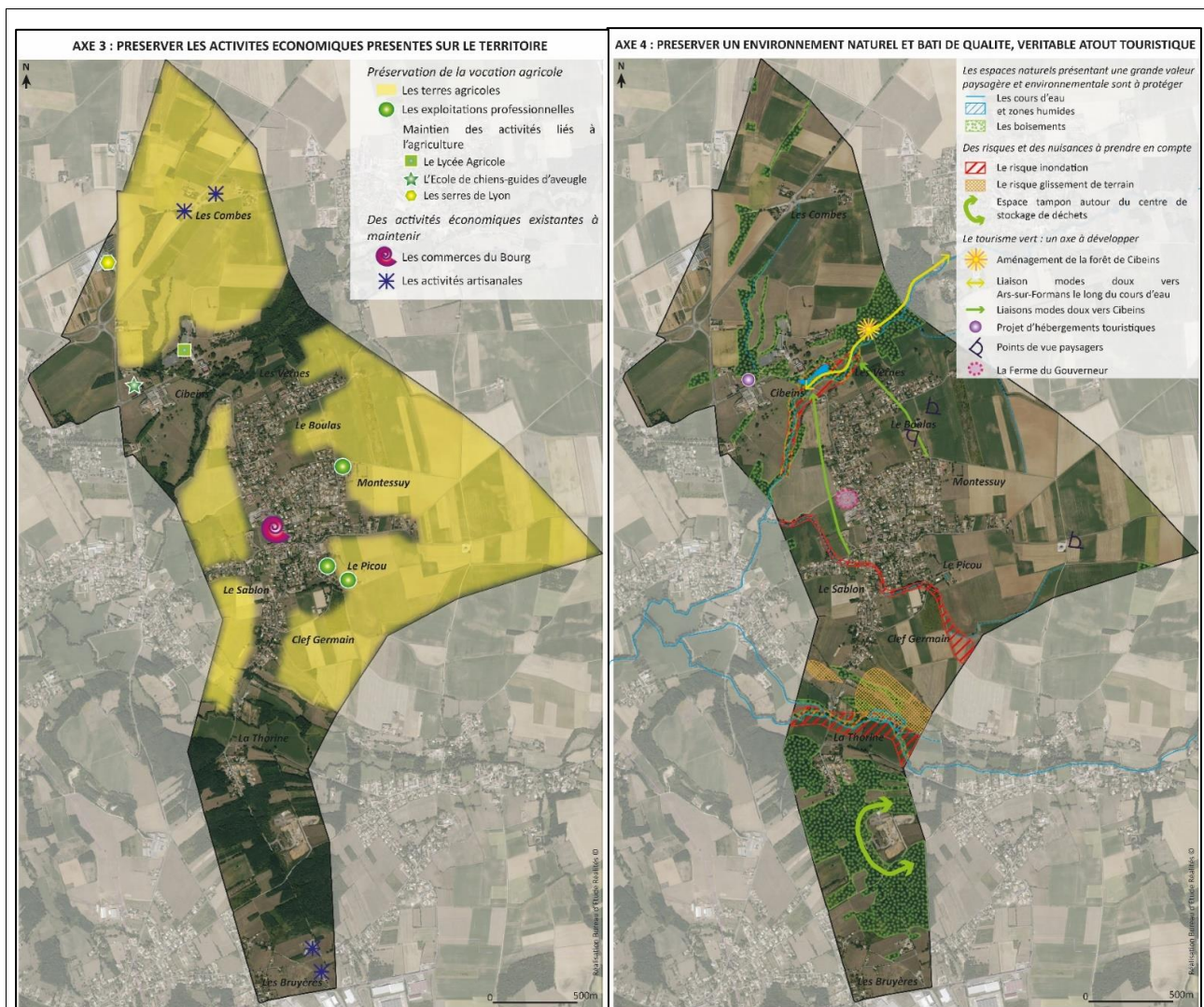
#### DES RISQUES ET DES NUISANCES A PRENDRE EN COMPTE

- En limitant l'impact des risques naturels
- En limitant l'impact paysager et environnemental du centre de stockage de déchets

#### LE TOURISME VERT : UN AXE A DEVELOPPER EN LIEN AVEC LES RICHESSES DU TERRITOIRE

- En aménageant la forêt de Cibeins
- En créant une continuité des cheminements le long du Formans entre Misérieux et Ars-sur-Formans
- En rendant accessible aux misellans le site de Cibeins par modes doux
- En permettant la création d'hébergements touristiques
- En préservant les points de vue sur le grand paysage





### 4.3 Caractéristiques de la procédure

#### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La présente procédure a pour objectif de reclasser un ancien corps de ferme, actuellement en zone A du PLU, en zone UB.

#### 4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☒ Non


Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Le corps de l'ancienne ferme, reclassé en zone UB, représente une superficie d'environ 910 m <sup>2</sup> . Cette superficie correspond au bâtiment et à la cour intérieure.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</b>
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b> , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser les effets</b>
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

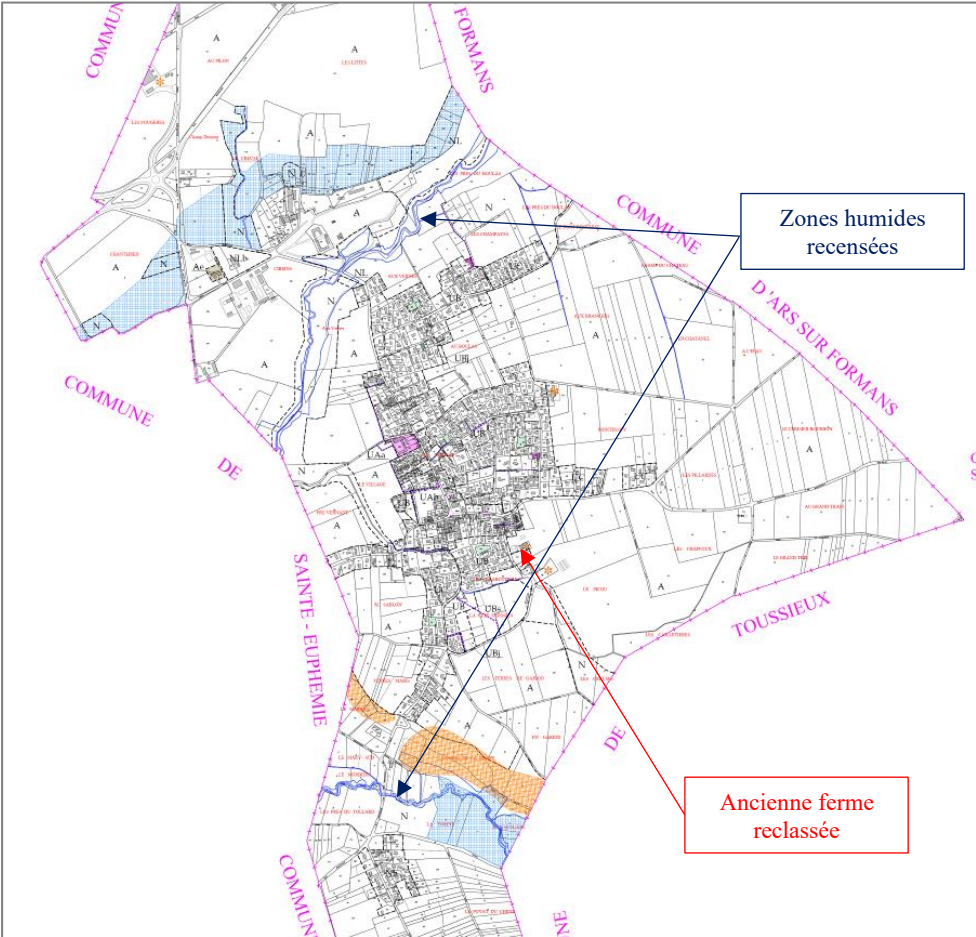
**5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure**

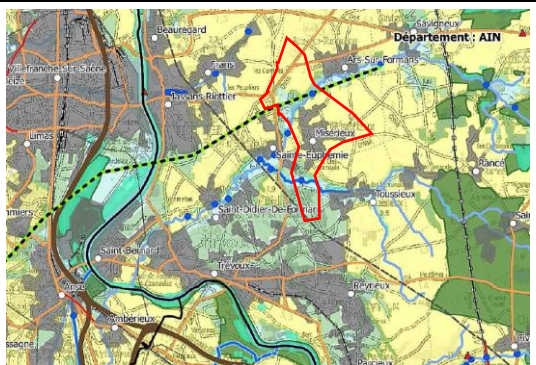

<b>5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par les dispositions de la Loi montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par les dispositions de la Loi littoral.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune ne comporte pas de zones Natura 2000. La zone la plus proche est la Zone d'Intérêt Communautaire pour les Oiseaux « La Dombes ».
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas comprise dans un périmètre de parc naturel.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas comprise dans un périmètre de réserve naturelle.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par un site inscrit.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par un plan de prévention des risques technologiques.



Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le Plan de prévention inondation "inondations du Formans et du Morbier" a été approuvé par arrêté préfectoral le 7 Mars 2002.</p> 
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

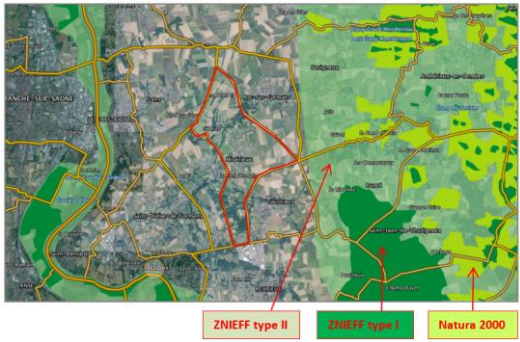
## Annexe II

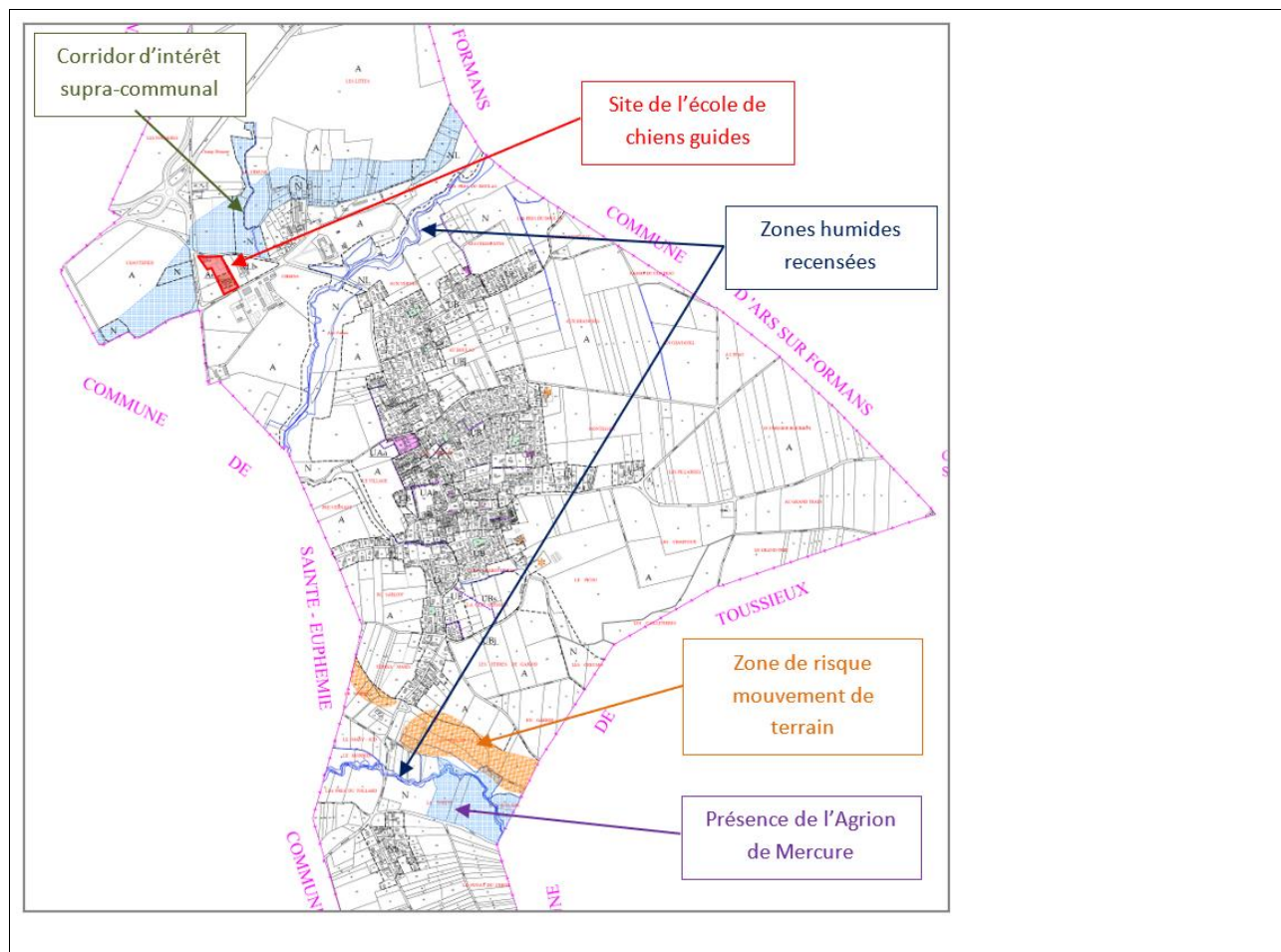
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le territoire est également concerné par les zones humides recensées par le département de l'Ain. Ces zones humides sont liées au réseau hydrographique.
			
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le SRADDET a été approuvé, remplaçant le SRCE. La cartographie du SRADDET reprends les enjeux déjà définis dans le SRCE. La commune est notamment concernée par un corridor linéaire.

		<div data-bbox="906 163 1444 694"><p><b>Trame verte</b></p><ul style="list-style-type: none"><li>Réservoirs de biodiversité</li><li>Corridors linéaires</li><li>Corridors surfaciques</li></ul><p><b>Trame bleue</b></p><ul style="list-style-type: none"><li>Cours d'eau de la trame bleue</li></ul><p><b>Espaces perméables relais</b></p><ul style="list-style-type: none"><li>Zones humides (inventaires départementaux)</li><li>Espaces perméables liés aux milieux terrestres</li><li>Espaces perméables liés aux milieux aquatiques</li><li>Autres cours d'eau</li></ul></div> <p>Dans le SCOT Val de Saône-Dombes, la commune est concernée par un réservoir de biodiversité à protéger correspondant aux étangs de la Dombes et plus largement à la ZNIEFF de type I. Un corridor terrestre serait à renforcer au Sud des étangs. Un corridor aquatique le long de La Pierre serait lui aussi à renforcer au centre de la commune. Ces protections permettent alors le développement du continuum naturel qui participe au réseau écologique local formé par les forêts, bocages et zones humides.</p> <div data-bbox="906 1160 1444 1608"></div>
--	--	--

			 <p><b>Corridors</b></p> <p><b>Corridors terrestres</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>à préserver</li> <li>à renforcer</li> <li>à restaurer</li> </ul> <p><b>Corridors aquatiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>à préserver</li> <li>à renforcer</li> <li>à restaurer</li> </ul> <p><b>Des réservoirs de biodiversité structurants à préserver</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Milieux ouverts et forestiers remarquables</li> <li>Zones humides</li> <li>Cours d'eau remarquables</li> </ul> <p><b>Un continuum naturel qui participe au réseau écologique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réseau bocager, milieux ouverts et forestiers fonctionnels</li> <li>Plans d'eau, lac, étangs</li> <li>Réseau hydrographique permanent</li> </ul> <p><b>Des milieux cultivés peu fonctionnels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Peupleraie</li> <li>Cultures</li> </ul> <p><b>Une fragmentation issue des activités anthropiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Voies routières majeures</li> <li>Voies routières secondaires</li> <li>Voie ferrée</li> <li>Bâti</li> <li>Obstacles à l'écoulement des cours d'eau</li> <li>Lignes électriques</li> </ul>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune de Misérieux n'est concernée par aucune ZNIEFF sur son territoire. Les ZNIEFF les plus proches concernent la Dombes.

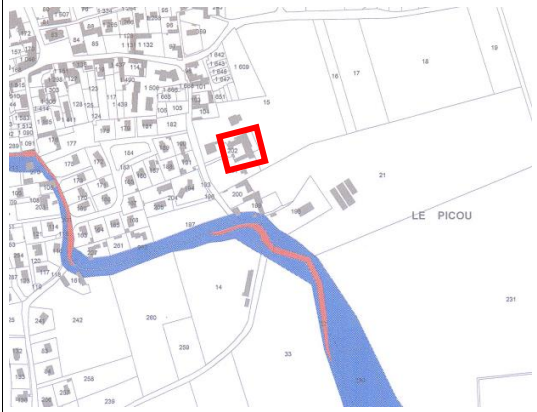
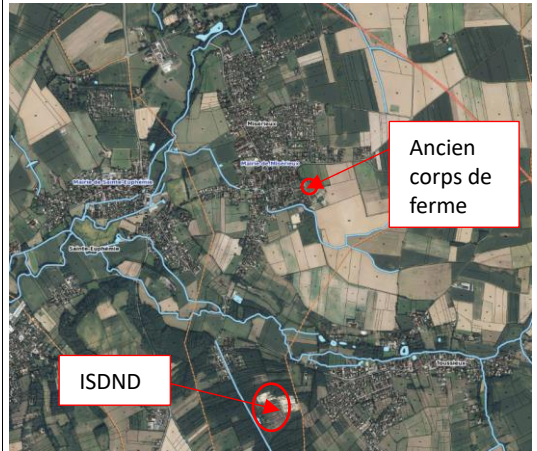


			
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il n'existe pas d'espace naturel sensible sur la commune
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il n'existe pas d'arrêté de biotope, de site d'intérêt géologique ou de zone prioritaire pour la biodiversité.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU identifie des espaces boisés classés au Nord du territoire sur le secteur de la Creuse, et à proximité du parc de Cibeins. La procédure de modification simplifiée ne réduit pas d'espace boisé classé.
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le PLU de la commune de Misérieux comporte des trames de protection permettant de traduire la trame verte et bleue. C'est le cas au nord de la commune pour traduire le corridor linéaire, ainsi que le long du Morbier sur un secteur où la présence de l'agrion de mercure a été confirmée.

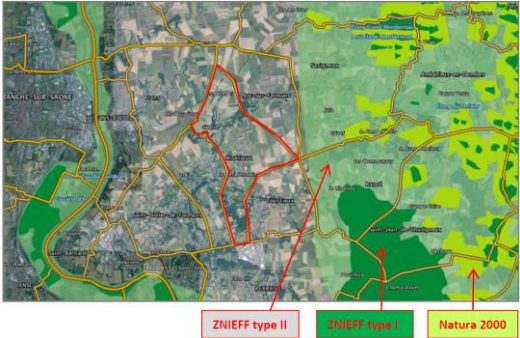


**5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :**

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur concerné par la révision avec examen conjoint n'est pas affecté par le risque inondation lié au PPRI.

			
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La commune de Misérieux est concernée par l'ancien site de stockage de déchets non dangereux non inertes (ISDND) exploité par le Smictom Saône Dombes au lieudit « la Thorine » aux Bruyères. L'exploitation a été close le 31 décembre 2015.</p> <p>Le bâtiment reclassé en zone UB n'est pas situé à proximité du secteur de la Thorine.</p> 
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :</b>			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La commune comporte aucun site Natura 2000. Les sites les plus proches sont liés à la Dombes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La ZICO RA01 « La Dombes »</li> </ul>

## Annexe II

code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)			<ul style="list-style-type: none"> <li>- La zone Natura 2000 (Site d'importance communautaire) FR8201635 « La Dombes » ;</li> <li>- La zone Natura 2000 (Zone de Protection Spéciale) FR8212016 « la Dombes »</li> </ul> 
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le bâtiment concerné est situé en continuité de la zone UB du PLU, aucune zone humide n'est identifiée par le PLU dans ce secteur.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p><b>Si oui, quel sont les enjeux identifiés sur votre commune ?</b></p> <p>Le bâtiment concerné est situé en dehors de toute trame de protection mise en place pour traduire la trame verte et bleue.</p>



D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	bâtiment concerné est situé en dehors de toute ZNIEFF, la commune ne comportant aucun périmètre classé en ZNIEFF.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le bâtiment concerné n'est pas compris dans un espace naturel sensible.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le bâtiment n'est concerné par aucun arrêté de protection de biotope, ni par un arrêté identifiant le site comme d'intérêt géologique ou prioritaire pour la biodiversité.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le bâtiment n'affecte aucun espace boisé classé.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le PLU identifie des éléments bâtis au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme ; cela ne concerne pas le bâtiment anciennement agricole faisant l'objet de la procédure de révision avec examen conjoint.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le bâtiment anciennement agricole faisant l'objet de la procédure de révision avec examen conjoint n'est pas localisé sur un secteur identifié au titre des continuités écologiques.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?**

☒ Oui

☐ Non

Si oui, précisez :

Le bâtiment anciennement agricole accueille déjà du logement. Le reclassement en zone UB a pour objectif la création de logements supplémentaires dans le corps du bâtiment.



## 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

## 7. Autres procédures consultatives

### 7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Octobre 2023

### 7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

### 7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☐ Oui

☒ Non

- participation du public par voie électronique

☒ Oui

☐ Non


- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <i>rubrique 2.5</i> ).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <i>rubrique 6</i> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
Commune de Misérieux			
(personne publique responsable)			
Fait à	Misérieux	le,	23 AOUT 2023
Nom	AUMONIER	Prénom	Gabriel
Qualité	Maire		
Signature			

Annexe II

